

# Front unique partiel et étriqué aux Municipales

**D**E GAULLE connaît bien ses adversaires. Et il est triste de constater combien le mépris qu'il leur porte est justifié.

La loi électorale mijotée dans les officines gaullistes pour les besoins du pouvoir ne peut trouver aucune justification logique sinon démocratique. C'est un pur acte d'arbitraire taillé à la mesure de l'U.N.R. : il faut obliger les électeurs des villes de plus de 30.000 habitants à choisir entre parti gaulliste et « front populaire », c'est-à-dire l'alliance autour du P.C.F. Mais, de cette façon, de Gaulle pousse à choisir en fonction d'une simple ligne de classe. Sa loi électorale est donc une arme à double tranchant que les partis se réclament de la classe ouvrière, s'ils mettaient les intérêts généraux des travailleurs au-dessus du « chacun pour sa boutique », retourneraient très largement contre le stratège de la réaction. Hélas ! il n'en est pas ainsi, et si les élections municipales sont les grandes manœuvres de l'élection présidentielle et des futures élections législatives, elles font mal augurer de la suite. A moins que...

Car rarement les militants, et les masses qui sont derrière eux, n'ont eu autant de possibilités de peser sur leurs partis pour les faire tourner et leur imposer une ligne correcte. Déjà, ce sont les électeurs ouvriers qui, en refusant par leurs votes le « contrat des non » des faillits de la IV<sup>e</sup> République ont obligé la S.F.I.O. à pratiquer le désistement mutuel avec le P.C.F. lors de la dernière consultation électorale. C'est un prolongement de cette politique d'unité électorale forcée que l'on retrouve aujourd'hui dans les accords partiels conclus par le P.C.F. et la S.F.I.O.

Ces accords sont bien peu exaltants, il est vrai. D'abord du fait même de leur caractère partiel. Il est difficile de croire à la solidité et à l'efficacité d'un bloc dont l'une des composantes, la S.F.I.O., alliée ici au Parti communiste, s'allie dans la commune voisine au M.R.P. et aux Indépendants, voire même, un peu plus loin, à l'U.N.R. que, selon la direction socialiste, il s'agit précisément de battre à tout prix. Il est difficile de croire qu'un bloc qui présente de telles failles débouchera sur une lutte unie d'ensemble, alors que là même où l'alliance ouvrière se noue, comme dans la Seine, les dirigeants socialistes refusent tout programme commun dépassant les revendications locales qui traînent partout — dans les programmes de la droite comme dans ceux de la gauche — et proclament qu'en aucun cas ce ne sera le front populaire, ce qui signi-

fie pour eux et pour le public que ce ne sera pas une offensive sociale globale (car, par ailleurs, en ce qui concerne les aspects négatifs de l'alliance de 36, on les retrouve tous, et pire encore, dans les accords actuels). En fait, les alliances P.C.F.-S.F.I.O. ne se donnent qu'un but qui explique leurs limitations géographiques et les contradictions qu'y apporte la S.F.I.O. : défendre les positions acquises par n'importe quels moyens.

Rien n'est à plus courte vue que ce calcul. S'il peut être juste pour telle ou telle situation locale, c'est au prix de l'essentiel, de l'avenir, et il est faux dès aujourd'hui à l'échelle de tout le pays. Il ne manifeste que le point avancé de décomposition où est parvenue la S.F.I.O. au sein de laquelle les intérêts mesquins de notables communaux, uniquement préoccupés d'assiette-au-beurre, priment tout intérêt général. Cela annonce même les inévitables ruptures internes que nous évoquions dans notre éditorial d'octobre dernier et les tendances aux restructurations contradictoires, particulièrement fortes dans le plus vieux parti ouvrier français rongé par un cancer bourgeois dont les abcès ont eu nom Lacoste et Lejeune, et le dernier : Defferre. L'opposition de ce dernier à des sections de son propre parti, à Marseille, est le signe le plus net de cette crise bienfaisante. Mais, dans l'immediat, à cette politique de caméléon de la S.F.I.O., nombre d'électeurs ouvriers auront tendance à répondre par le dégoût et le mépris.

Pourtant le Parti communiste a raison de ne pas manifester le même dégoût et de poursuivre sa politique d'unité électorale, car elle a le double avantage de précipiter la S.F.I.O. vers l'heure de la vérité, et de l'engager lui-même dans la voie du retour vers la démocratie ouvrière. Le P.C.F. a fait deux pas en avant notables : il a rompu avec la pratique d'alliances allant jusqu'à l'extrême droite des Indépendants, et même, semble-t-il, avec le M.R.P., et il a poussé la volonté d'accord avec la S.F.I.O. jusqu'à lui faire d'énormes sacrifices de sièges.

Trop gros même. C'est sauter de l'autre côté du cheval au lieu de se mettre en selle. Ces sacrifices sont le prix payé pour deux erreurs : la première est la pratique des marchandages de sommet préférée aux débats démocratiques publics. Et si est vrai que la sclérose de la vie politique française ne rend pas aisée l'adoption de telles méthodes démocratiques, le Parti communiste a nourri et continue à nourrir cette sclérose par son refus de retour à

de véritables pratiques communistes.

La seconde erreur n'a même pas de circonstances atténuantes : c'est l'abandon de tout programme, ne disons pas communiste, mais simplement de lutte de classes cohérent et global, et le ralliement à un programme de pâles réformes municipales sans prolongement et maintenues dans les limites de l'ordre bourgeois. Ce faisant, le P.C.F. accepte que son action se limite à celle d'une force d'appoint d'un front défensif, à une heure où l'offensive la plus hardie est nécessaire. L'argument que la S.F.I.O. refuserait tout programme allant au-delà des améliorations de douches municipales ne vaut rien, ce refus de tout programme laissant au contraire toute liberté au partenaire de défendre le sien au sein de l'alliance. Au contraire, on peut voir, par exemple, dans une ville comme Angers, le P.C.F. signer un appel qui dénonce l'« isolement de la France », formule consacrée de la critique de la politique gaulliste du point de vue de l'atlantisme, l'« isolement » en question étant celui d'avec les membres de l'O.T.A.N. dont Defferre rêve de nous rendre les privilèges de défenseurs de l'Occident contre les peuples coloniaux. Une telle soumission à la politique mollettiste ne se justifie en rien.

Pour parvenir à imposer un programme de lutte anticapitaliste à la S.F.I.O., le P.C.F. pouvait d'ailleurs utiliser la pression du P.S.U. qui s'était prononcé pour des listes uniques des forces socialistes (y compris, dès le premier tour, dans les villes de moins de 30.000 habitants) et pour un programme commun. L'argument des exigences insurmontables de la S.F.I.O. a été préféré par le P.C.F. qui, en réalité, ne veut pas se laisser entraîner au-delà de la perspective de « démocratie véritable », mais a besoin d'un alibi auprès de ses militants. Aussi, bien que le P.S.U. soit partie prenante des accords partiels dans de nombreux endroits les deux grands partis traditionnels, qui connaissent l'affaiblissement du dernier venu, l'ont traité le plus souvent par le mépris, préférant visiblement l'achever plutôt que tirer profit de ce que lui reste d'influence.

Mais là où il s'est vu éliminé d'un accord réalisé derrière son dos, comme dans la Seine, le P.S.U. a tempêté et menacé d'opposer ses propres listes à celles du bloc P.C.F.-S.F.I.O., opposant chantage et marchandages aux marchandages et chantages des deux autres compères. Le manque d'homogénéité de ce parti, et l'hostilité de certaines de ses fédérations

au Parti communiste l'ont amené même parfois à refuser l'alliance avec le P.C.F. là où la S.F.I.O. la refusait elle-même, ou à contester au Parti communiste, comme à Grenoble, la représentation majoritaire à laquelle il avait droit. Bref, au-delà de la paille des mots, le P.S.U. est apparu comme une boutique, plus petite, mais pas différente de la S.F.I.O. dont il aspire à prendre la relève.

Les alliances comprennent aussi souvent des radicaux ou des « notabilités » bourgeoises politiquement peu définies. Celles-ci pèsent moins que jadis, certes, par le peu qu'elles représentent, mais leur présence montre l'acharnement des vieux partis à perpétuer l'union des classes antagonistes en dépit de toutes les leçons de l'Histoire.

Cependant, malgré toutes ces limitations, ces fautes et ces buts médiocres, les accords de front commun électoral réalisés dans de nombreux départements et localités ont une portée positive, et plus profonde que ne le pensent et ne le veulent la plupart de leurs protagonistes. Si l'absence de cohésion et de programme, les querelles sordides et les manœuvres écartent encore des électeurs ouvriers des urnes, tous ceux qui ont conscience de l'enjeu et du défi gaulliste pousseront par leur vote les vieux partis dans la voie où ils ne se sont engagés que contraints et à contrecœur. Ils infligeront un nouvel échec aux nostalgiques du « contrat des non » (avec ou sans S.F.I.O.) et manifesteront encore une fois leur volonté d'un front unique plus total, plus dynamique. C'est en votant ainsi pour eux que les vieux partis pourront eux-mêmes être dépassés. D'autant plus que, dans le même temps, les luttes grévistes menées dans l'unité montrent mieux encore leur force aux travailleurs, et ce que peut être leur capacité de décision.

Les élections municipales ne seront qu'un épisode dans une lutte déjà commencée et qui se poursuivra après elles tout au long de l'année sur le plan économique, contre le plan de stabilisation, et qui se liera à la bataille politique de l'élection présidentielle. Chacun de ces affrontements avec l'adversaire de classe sera une expérience qui doit être mise à profit pour faire comprendre aux véritables dirigeants ouvriers, ceux qui sont dans les entreprises à la tête des luttes, liés aux plus larges couches de la classe ouvrière, qu'il leur faut obéir aux besoins d'en bas, et non plus aux directions bureaucratiques d'en haut.

M. DERVAL.

## Sud-Viet-Nam

### Le F.N.L. procède au partage des terres

La tentative de former à Saigon un gouvernement, plus ou moins viable, apte à résister à l'offensive du FNL et à défendre les intérêts de la bourgeoisie nationale et ceux des Américains, est vouée à un échec total certain. En effet le « baodaisme » n'est plus possible au Sud-Viet-Nam, car sa « base », — cette classe bourgeoise nationale faible mais réelle qui essayait de vendre le plus cher possible les services rendus à l'impérialisme contre la révolution —, a disparu au travers de plus de vingt années (1939-1965) de guerres et de révolutions. Les Américains ne trouvent plus à leur disposition que quelques mercenaires, de dirigeants des sectes politico-religieuses (Cao-Dai, Hoa-Hao), qui ne représentent qu'eux-mêmes, car leurs troupes composées de paysans sans terre réclament avant tout le départ des forces américaines, la paix et le partage des terres. Les bouddhistes, malgré le désir de leurs chefs de coopérer avec les Américains et les militaires aspirent dans leur majorité au retour à la paix, à la liberté et au neutralisme.

Certains de leurs dirigeants, comme le bonze supérieur Tehich-Tam-Chau, sont connus à Saigon pour leurs penchants neutralistes. Le soutien populaire le plus sérieux du régime Diem était constitué par les catholiques réfugiés venant du Nord après les accords de Genève 1954 (environ neuf cent mille). Mais, refoulés dans les terres en friche des hauts-plateaux, acculés à la misère, une partie

d'entre eux a fini par se soulever contre lui.

Enfin, il reste quelques individus isolés, collaborateurs de toujours de l'impérialisme français, avant et pendant la révolution 1945-1954, et la seule force organisée, l'unique pilier du régime de Saigon : l'armée. Là encore, les soldats et les cadres moyens de l'armée n'ont nulle envie de se battre et de mourir au bénéfice de leurs généraux véreux et de l'impérialisme américain. Certains d'entre eux sont passés au maquis avec armes et bagages, d'autres travaillent pour le FNL au sein même de l'armée gouvernementale.

En ce qui concerne la stratégie militaire, les bombardements au Nord-Laos et les harcèlements aéro-navaux contre le Nord-Viet-Nam visent à intimider celui-ci et en même temps, à couper les lignes de ravitaillement en direction des maquis du Sud-Viet-Nam.

Cependant, dans cet axe Nord-Sud longeant les trois frontières Viet-Nam-Laos-Cambodge, long de plus de mille kilomètres et formé de montagnes, plateaux et jungle inextricables, quelle que soit l'efficacité des bombardements, ceux-ci peuvent tout au plus retarder, compliquer les transports de ravitaillement mais nullement les arrêter. Mais c'est ignorer surtout que l'armée du FNL se recrute parmi les paysans volontaires du Sud-Viet-Nam, qui luttent en prenant les armes à l'ennemi, qui réparent ces armes et, fabriquent les munitions dans des arsenaux installés dans les maquis mêmes du Sud-Viet-Nam.

Militairement, cette armée (vingt mille hommes environ ; toutes les milices comprises : cent mille hommes) est manifestement mieux équipée que pendant les années précédentes : batteries de D.C.A., mortiers lourds et canons de 55 sans recul. De plus elle a bénéficié des précieuses expériences accumulées au cours des neuf années de guerre révolutionnaire contre l'impérialisme français. Politiquement et socialement, il s'établit au Sud-Viet-Nam une véritable dualité de pou-

voir : le FNL qui contrôle les deux tiers du pays, fonctionne comme une authentique organisation étatique, qui pousse ses prolongements jusque dans les villes les plus importantes du pays, y compris la capitale. Dans la campagne, non seulement dans les zones libérées mais même dans les régions apparemment contrôlées par l'armée gouvernementale, il a procédé à la réforme agraire, chose jamais réalisée dans les maquis du Sud-Viet-Nam pendant la révolution de 1945-1954 (elle a été votée par le Parlement du gouvernement révolutionnaire seulement en fin décembre 1953, environ trois mois avant Dien-Bien-Phu). Plus d'un million cinq cent mille hectares de terres ont été ainsi distribués aux paysans pauvres « marquant le début de l'application de la politique de réforme agraire » (Organe politique du Parti du Travail du Viet-Nam, octobre 1964).

Bien qu'il apparaisse formellement comme un front d'union nationale, le FNL est en fait dirigé par le Parti populaire révolutionnaire (parti communiste du Sud, dont la « liaison » avec le Parti du Travail du Nord ne fait aucun doute) qui écrit : L'armée libératrice combat pour réaliser les tâches fondamentales de la révolution démocratique nationale dirigée par le prolétariat, continuant l'œuvre de la révolution de septembre 1945, libérant le Sud et réalisant la réunification du pays.

D'autre part, confronté aux problèmes propres à la révolution vietnamienne, le Parti du Travail du Viet-Nam a connu, au même titre que le Parti communiste chinois, une évolution sensible qui lui a fait adopter, tant sur les questions de la lutte contre l'impérialisme, du passage au socialisme, de la paix et de la guerre, que sur celle des étapes de la révolution coloniale, des positions nettement plus correctes que jadis.

Sur ce dernier point par exemple : « De par leur nature, le processus révolutionnaire actuel des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine est celui de la révolution démocratique bourgeoise

avec un contenu national et démocratique ; mais comme il se développe dans un contexte de révolution prolétarienne mondiale, où il existe plus de mille millions d'hommes vivant sous le socialisme, il a de fortes capacités de se transformer en UN PROCESSUS DE REVOLUTION PERMANENTE, se transformant ainsi en une révolution socialiste, enjambant l'étape de développement capitaliste ». (Organe politique et théorique du Parti du Travail, n° 2, 1964).

Tel se présente, dans ses très grandes lignes, le tableau actuel du Sud-Viet-Nam. La misère générale atteint un niveau jamais connu sous la colonisation française, sauf à l'époque de l'occupation japonaise (1939-1945). Le FNL contrôle pratiquement l'immense majorité du pays, jouit de l'appui de toutes les couches travailleuses, ouvrières et paysannes, et d'une bonne partie de l'intelligentsia, noyauté l'armée, l'administration, etc. Il recueille des aides de toutes sortes des villes et de la capitale, Saigon, où, la nuit, patrouillent ses milices et se produisent ses troupes de théâtre dans les quartiers populaires.

Traiter avec le FNL, seule issue possible dans cette situation, devient une évidence qui s'impose de plus en plus à certaines sphères dirigeantes de la politique américaine. « Se retirer sans perdre la face », c'est la phrase qui se répète de plus en plus souvent. En réalité, il ne s'agit pas seulement de « face » (!) mais surtout d'intérêt vital pour l'impérialisme. En effet, le retrait des troupes américaines du Sud-Viet-Nam signifie à court ou à long terme que la péninsule indochinoise basculera dans le camp « socialiste », avec tout ce que cela comporte comme exacerbation extrême de la lutte des classes dans les pays voisins : la Malaisie, l'Inde, les Philippines, la Thaïlande, la Birmanie, etc. Ceci, les dirigeants de la Maison Blanche le savent bien, et c'est ce qui explique leurs hésitations et l'incohérence de leur politique concernant le Sud-Viet-Nam.

LONG-TUYEN.